

Surdité, diagnostic prénatal et préimplantatoire : entre possibilités techniques et enjeux éthiques

Jeanne Cador, Souad Gherbi

DANS **CONTRASTE** 2023/2 (N  58), PAGES 159 à 170
ÉDITIONS  R S

ISSN 1254-7689

ISBN 9782749278186

DOI 10.3917/cont.058.0159

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-contraste-2023-2-page-159.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES   RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution  lectronique Cairn.info pour  r s.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Surdité, diagnostic prénatal et préimplantatoire : entre possibilités techniques et enjeux éthiques

Jeanne Cador, Souad Gherbi

Résumé

Le diagnostic génétique des surdités permet d'informer les familles du risque de transmission à la descendance. Ce « conseil génétique » ouvre alors le champ aux techniques de diagnostic prénatal et préimplantatoire dont les conditions sont régies par les lois de bioéthique. Il s'agit alors de soulever les questionnements inhérents à ces pratiques, dans le cadre spécifique de la surdité, qui peut être définie et considérée de manière très variable selon les individus.

Mots-clés

Surdité, diagnostic prénatal, diagnostic préimplantatoire, couple, transmission, gravité,  thique.

Jeanne Cador, psychologue clinicienne, CRMR surdités génétiques, service de médecine génomique des maladies rares, hôpital Necker Enfants-malades, Paris, jeanne.cador@aphp.fr

Souad Gherbi, conseillère en génétique, CRMR surdités génétiques, service de médecine génomique des maladies rares, hôpital Necker Enfants-malades, Paris, souad.gherbi@aphp.fr

La surdité est le déficit sensoriel le plus fréquent avec une incidence de 1/1000 naissances, et une prévalence d'un enfant atteint sur 700 avant l'âge adulte. On estime actuellement que 80 % des surdités de l'enfant sont d'origine génétique. La mise en évidence de la cause génétique d'une surdité permet d'établir le mode de transmission, d'évaluer les risques de récurrence et, pour les couples qui le souhaitent, de demander un diagnostic prénatal (DPN) ou un diagnostic préimplantatoire (DPI). En France, le recours au DPN et au DPI est encadré par les lois de bioéthique. Ces procédures sont autorisées lorsqu'« il existe une forte probabilité d'une maladie génétique d'une particulière gravité reconnue comme incurable au moment du diagnostic ». Le couple fait alors sa demande de DPN/DPI auprès d'un des centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal (CPDPN), qui examine collégalement les demandes avant de les accepter ou de les refuser.

Le nombre de demandes de DPN/DPI déposées auprès de CPDPN pour une pathologie avec atteinte de l'audition est très faible mais en constante augmentation ces dernières années.

Cadre

Lois de bioéthique

Selon l'article L. 162-16 du Code de la santé publique : « Le diagnostic prénatal s'entend des pratiques médicales ayant pour but de détecter *in utero* chez l'embryon ou le fœtus une affection d'une particulière gravité. »

Les lois de bioéthique apportent le cadre légal permettant d'accompagner et d'encadrer les nouveaux enjeux posés par les avancées de la science et de la médecine ; parmi elles les activités de diagnostic prénatal et préimplantatoire. Ces lois ont fait l'objet de révisions en 2001, en 2004 puis plus récemment en 2021.

Ces activités sont soumises à un cadre juridique très strict et relevant de professionnels de santé agréés. Ainsi les centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal (CPDPN), créés par la loi de bioéthique de 1994,

participent à ce dispositif d'encadrement. Les CPDPN sont chargés d'attester de la « forte probabilité que l'enfant à naître soit atteint d'une affection d'une particulière gravité reconnue comme incurable au moment du diagnostic ».

En France, le législateur n'a pas établi de liste de maladies pour lesquelles une demande de DPN ou de DPI est recevable mais laisse les CPDPN juger de la gravité et de l'incurabilité de chaque situation au cas par cas.

Pratiques et limites

Le diagnostic prénatal consiste à détecter chez l'embryon ou le fœtus une maladie d'une particulière gravité. Il permet d'informer et d'accompagner les couples qui peuvent alors soit se préparer à accueillir un enfant atteint soit demander une interruption médicale de grossesse (IMG). L'équipe pluridisciplinaire de diagnostic prénatal est seule compétente pour délivrer un avis favorable à cette requête.

Le diagnostic préimplantatoire (DPI) est pratiqué en France depuis 1999. Il consiste à rechercher sur des embryons conçus *in vitro* une maladie génétique grave et incurable qui pourrait être transmise par les parents. Cette procédure nécessite de recourir à l'assistance médicale à la procréation et présente donc une lourdeur significative avec de faibles chances de succès (estimées à moins de 30 % d'aboutir à la naissance d'un enfant). Le DPI comprend un certain nombre d'étapes, chacune limitante.

Parcours des couples

Les couples à risque de transmettre une maladie génétique grave à leur descendance ont plusieurs possibilités pour ne pas la transmettre : le diagnostic prénatal ou le diagnostic préimplantatoire mais également, dans certains cas, le don de gamètes ou l'adoption. Le choix fait par le couple dépendra fortement de ce que la procédure implique, le recours à un diagnostic prénatal générant une anxiété suscitée par l'interruption médicale de grossesse.

Pour les couples qui envisagent une procédure de DPN ou DPI, les demandes de prise en charge sont adressées à un CPDPN, où elles seront discutées lors d'un staff pluridisciplinaire. Il existe quarante-huit centres répartis dans toute la France. Le but de cette assemblée va être d'évaluer la recevabilité mais aussi la faisabilité de la demande du couple au regard des critères annoncés dans les lois de bioéthique. Le CPDPN pourra ainsi délivrer une attestation d'interruption de grossesse.

Les surdités en DPN/DPI

Les demandes de DPN/DPI dans le cadre des surdités sont à classer en 2 groupes distincts.

Surdité syndromique

Dans ce cas, la surdité n'est pas le symptôme, mais un signe clinique parmi un ensemble de symptômes correspondant à un syndrome génétique identifié. Plus de 500 syndromes génétiques comportant une surdité ont été décrits à ce jour. Selon le rapport de l'agence de Biomédecine en 2021, le syndrome CHARGE est celui pour lequel il y a eu le plus de demandes de DPN. C'est un syndrome génétique polymalformatif rare dont l'expression est variable. Son incidence est estimée entre 1/12 000 à 1/15 000 naissances vivantes. Il tient son nom de l'acronyme anglais qui reprend les éléments phénotypiques des descriptions princeps : Colobome, cardiopathie (*Heart*), Atrésie des choanes, Retard de croissance et/ou de développement, anomalies Génitales et des anomalies de l'oreille (*Ear*), dont une surdité. Selon l'agence de Biomédecine, vingt diagnostics prénatals ont été réalisés en 2021. Deux fœtus étaient atteints. La notion de « particulière gravité » dans les syndromes avec trouble de l'audition ne sera pas déterminée par la surdité, mais par l'association de plusieurs pathologies malformatives ou développementales, en particulier une déficience intellectuelle.

Surdité isolée

  l'inverse, une surdité isolée sans autre handicap associé, d'usage, interroge sur la notion de « maladie d'une particulière gravité », car il existe aujourd'hui en France une prise en charge reconnue pour être efficace, ce d'autant qu'elle débute très tôt depuis la possibilité d'un dépistage auditif néonatal.

De ce fait, la question du diagnostic prénatal, dans le cadre de la surdité, est très complexe à aborder, et n'est pas une question habituelle.

Par ailleurs, l'identification d'une mutation pathogène dans un gène de surdité ne permet pas de prédire la sévérité de l'atteinte auditive, rendant ainsi délicat le conseil génétique. Cette variabilité complexifie le conseil génétique, qui se réfère parfois à la notion abstraite de pourcentage.

Pratiquer un DPN/DPI pour une surdité isolée n'est pas une pratique habituelle. En effet, il peut être considéré qu'une surdité isolée (sans autre signe clinique associé) ne répond pas aux termes fixés par la loi dans la mesure où elle ne serait pas « une maladie d'une particulière gravité ».

Cependant, dans de très rares cas, des couples demandent un DPN/DPI pour une surdité isolée. Ces demandes doivent être étudiées au cas par cas, pour chaque couple, en tenant compte de son histoire familiale, de l'histoire de la maladie propre à cette famille... L'argumentaire du couple pour cette demande est primordial ; il permet de comprendre les motivations à ne pas vouloir accueillir un enfant sourd pour lequel en théorie, sur le papier, il existe une prise en charge optimale. On ne conn it que trop bien la lourdeur de la prise en charge de la surdité dans les premières années de vie. Ce serait une erreur de penser que les moyens techniques existant pour pallier la surdité, qu'il s'agisse des prothèses auditives ou de l'implant cochléaire, soient une réponse curative à ce handicap.

En 2021, selon le rapport annuel de l'agence de Biomédecine, seules trois demandes de diagnostic prénatal ont été enregistrées pour une surdité isolée. Une demande concernait une surdité isolée de transmission

autosomique dominante, soit avec un risque de 50 % de transmettre la surdité. Les deux autres demandes visaient une surdité isolée de transmission autosomique récessive avec un risque de transmission de 25 %. Elles ont reçu un avis favorable des CPDPN concernés. Un des arguments principalement mis en avant par les parents était le besoin d'être disponibles pour mieux accompagner le premier enfant sourd. Ces chiffres reflètent bien la rareté actuelle de la demande.

Discussion

Notion de particulière gravité

La notion de « particulière gravité », condition indispensable à l'acceptation d'une demande de DPN ou DPI, est extrêmement subjective. Il n'existe pas de liste préétablie des maladies éligibles au diagnostic prénatal ou préimplantatoire. De ce fait, pour chaque demande, un CPDPN se réunit et étudie chaque dossier.

Notre expérience et celle des autres professionnels confrontés à ces problématiques nous apprennent qu'un même diagnostic, dans deux familles différentes, et même au sein d'un couple, ne va pas être appréhendé ni accepté de la même manière (Dekeuwer, 2017). En effet, il n'y a pas de proportionnalité entre la sévérité du diagnostic et la réception de ce diagnostic par la famille. Nous sommes alors confrontés à des situations qui peuvent être qualifiées d'extrêmes : pour une famille, une surdité isolée chez un enfant va motiver une demande de DPN/DPI pour une prochaine grossesse ; pour une autre, un syndrome de Usher chez un enfant – associant surdité de perception bilatérale, rétinite pigmentaire et parfois aréflexie vestibulaire – n'est pas un motif de demande de DPN/DPI. Cette pluralité de vécus renforce l'idée que les demandes s'étudient au cas par cas, et qu'elles sont totalement dépendantes du vécu de chaque famille avec la surdité ou le syndrome. Cela souligne également l'importance des lois de bioéthique qui encadrent ces pratiques.

La notion de particulière gravité peut également être très différente selon le point de vue de l'équipe médicale et selon celui de la famille.

Les professionnels vont considérer les critères médicaux et le degré de sévérité de l'atteinte, tandis que le couple va se rapporter à son vécu de la surdité ou du handicap de son premier enfant atteint. Ce vécu est aussi teinté des représentations de chacun des membres du couple, de son histoire familiale et personnelle, de ses potentiels traumatismes, de sa personnalité, de ses éventuelles croyances religieuses...

L'équipe médicale et paramédicale exerce également avec sa subjectivité, liée à son expérience et à son expertise dans le domaine de la surdité. Le positionnement du professionnel est donc complexe et délicat : ne pas projeter ses représentations sur celles du couple, ne pas lui imposer sa propre vision de la situation, mais néanmoins traiter leur demande et choisir de lui donner suite ou de la rejeter. L'enjeu est donc de pouvoir articuler prise en compte de la subjectivité et devoir d'objectivité.

Impact psychologique d'une demande de DPN/DPI dans la famille

On retrouve chez les couples dans une démarche de DPN/DPI une ambivalence inhérente à la demande. Staraci et ses collaborateurs (2016) détaillent les différents aspects de cette ambivalence. Face au souhait d'un DPI, la difficulté des parcours, leur longueur et leur issue incertaine peuvent amener une certaine démotivation voire un certain découragement chez les couples. La réflexion du couple va s'articuler en prenant en considération ces aspects pratiques. De plus, la réalisation d'un DPN/DPI r v lerait un certain désir de mort vis-à-vis de la maladie/ du handicap et de sa transmissibilité. Or le couple peut éprouver une culpabilité de ce désir de mort. Enfin, le couple peut à la fois vouloir profiter de ces techniques qui s'offrent à lui, et désirer réparer une blessure narcissique en mettant en œuvre son pouvoir de fertilité par une grossesse spontanée. Ces différentes réflexions et ambivalences que relèvent les auteurs sont au cœur des questionnements des couples et des professionnels qui travaillent avec eux.

Par ailleurs, plusieurs études ont montré que, suite au diagnostic prénatal d'une pathologie fœtale, le niveau d'anxiété des femmes

enceintes est significativement élevé (Luz et coll., 2016). Ce constat n'est pas à négliger dans les discussions autour d'une demande de DPN/DPI, surtout pour des familles fragilisées car déjà confrontées à des événements difficiles, stressants, voire traumatiques, avec un fort taux de récurrence de transmission de la maladie génétique (risque de demandes itératives de DPN/DPI plus élevé).

Une question se pose par rapport à l'enfant sourd et/ou porteur de handicap : comment envisager de souhaiter un enfant qui serait justement différent du premier ? De manière générale, le vécu heureux avec un premier enfant, l'expérience positive de parentalité avec lui, peut être un élément de désir d'un second enfant. À l'inverse, il peut y avoir le désir d'une parentalité « normale », différente de celle déjà connue, c'est-à-dire qui ne porterait pas le poids de la surdité et/ou du handicap. En outre, agrandir la fratrie peut être aussi vécu comme un élément positif pour l'accompagnement de l'enfant sourd. Alors comment gérer l'ambivalence des affects et des désirs, entre amour de leur premier enfant (avec surdité/ handicap) et désir d'en avoir un autre qui ne lui ressemble pas ? Il y a l'intention d'avoir de nouveau un enfant, mais également celle d'« interrompre une destinée familiale » (Staraci et coll., 2016). Par conséquent, peut-on mettre en rapport la demande de DPN/DPI et une certaine non-acceptation du handicap du premier enfant ? Quoi qu'il en soit, on peut s'interroger sur le cheminement des parents depuis l'annonce de surdité et/ou de handicap, sur leur vision de cette maladie et son acceptation. Parallèlement, un autre questionnement se pose, découlant de la démarche : comment parler au premier enfant d'un désir d'enfant « autre » (« on veut un autre enfant, mais pas comme toi » pourrait-on schématiser) ? Comment justifier que, dans une situation où les parents ont le choix, ils choisissent l'enfant non atteint ? Auraient-ils pris la même décision s'ils avaient eu le choix pour lui-même ? Le couple a un souhait de rupture suite à sa première expérience de parentalité. Cela nécessite d'être réfléchi par les parents et abordé avec le premier enfant, afin que cette démarche s'inscrive dans l'histoire familiale, sans créer de rejet, de culpabilité, de non-dit...

Spécificité de la surdité : communauté sourde

  toutes ces considérations générales sur le diagnostic prénatal et préimplantatoire, s'ajoute la spécificité que représente la surdité. Aussi, le débat autour du diagnostic anténatal devient d'autant plus particulier et complexe dans ce cadre.

En effet, pour certaines personnes sourdes et leur entourage, la surdité n'est pas un handicap ni une maladie : elle est une identité, une culture, une communauté. Historiquement, les Sourds se sont beaucoup battus et ont revendiqué, et revendiquent toujours, leur existence et leur légitimité, notamment *via* la défense de la communication en LSF. La loi du 11 février 2005 l'a « reconnue comme une langue à part entière ». Cette revendication s'est cristallisée notamment avec l'apparition de l'implant cochléaire, vu comme un risque de supprimer, ou du moins gommer, ce qui fait l'identité des Sourds. Ils s'opposent à ce qu'on « traite » la surdité comme si elle était une maladie. Ce passif crée une sensibilité légitime sur ces questions, et les avancées de la génétique concernant la surdité et leurs corollaires en matière de diagnostic prénatal peuvent être vues comme un nouvel outil d'«  radication » de la communauté sourde et de sa culture. La dérive eugénique est souvent évoquée par cette communauté. Il faut savoir que ce risque est déjà régulièrement évoqué dans l'étude de ces pratiques, indépendamment du contexte de la surdité (Azria et Grangé, 2007). On parle d'orthogénie (Katz-Bénichou, 2006), c'est-à-dire « l'action dirigée de faire naître des enfants sans handicap » ; ou encore d'un « eugénisme acceptable » (Mehl, 2001).

En somme, ces discussions se polarisent sur la définition qu'on prête à la surdité. Elles reflètent la vision de chacun mais aussi celle de la société sur les conséquences d'un déficit auditif. Si la surdité est considérée comme n'étant ni une maladie ni un handicap, alors pourquoi évoquer les possibilités de DPN/DPI ? Aux limites propres à ces pratiques, que nous venons d'aborder, s'ajoute la difficulté à qualifier la surdité : on se heurte donc à une double complexité face à l'application du DPN/DPI dans le contexte de la surdité. De la même manière, dans

quelle mesure peut-on appliquer le terme d'« incurabilité » à la surdité, selon le critère nécessaire à une demande de DPN ou DPI ? Certes, les prothèses auditives et les implants cochléaires corrigent partiellement le déficit auditif, mais sont-ils un traitement en soi ? Ils proposent une certaine solution compensatoire, mais ne soignent pas directement la surdité. De plus, la variabilité de l'atteinte dans le cadre de la surdité est très importante : isolée ou syndromique, degré de sévérité de légère à profonde, unilatérale ou bilatérale. Tous ces paramètres influent sur la santé et l'évolution, bonnes ou mauvaises, de la personne sourde, sur l'efficacité de son accompagnement médical et psychosocial, et donc sur la sévérité de ses troubles.

Ainsi, la surdité représente des réalités très différentes selon les situations, et le vécu n'est pas le même selon les personnes touchées. En France, le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) rappelle que la seule finalité éthique du DPI est « celle de permettre à des couples d'avoir un enfant à qui une grave maladie héréditaire a été épargnée ». Dans les pratiques actuelles, il s'agit donc de « cas par cas », et les équipes doivent se référer à la relativité de chaque demande. Il semble alors très délicat de parler d'ouverture du DPN/DPI à la surdité de manière générale, sans prendre en compte la situation de chacun. L'idée sous-jacente serait alors de « mettre en avant la souffrance pour justifier l'utilisation des techniques » (Azria et Grangé, 2007). Or, la prise en compte de la souffrance et du vécu de chacun complique la mise en place d'un cadre et de limites à l'application de ces pratiques. Et cela induit une autre limite, discutable sur le plan philosophique, selon laquelle la subjectivité de chacun primerait sur l'objectivité de l'acte.

Conclusion

En France, les demandes de DPN/DPI pour les surdités d'origine génétique sont très rares, de fait le nombre d'examens réalisés est très faible. Les questions qui se posent sont donc les suivantes : le faible nombre de demandes est-il dû à un manque d'information sur l'existence du DPN/DPI, à la possibilité d'y accéder pour une surdité ou au choix du couple de ne pas y recourir ?

Il paraît important de mettre l'accent sur le parcours de prise en charge et du conseil génétique de ces couples. Il est primordial de donner une information la plus claire et la plus compréhensible possible, concernant la maladie, sa transmission génétique, sa prévention et ses traitements.

Le taux de demande est très faible mais tend à augmenter. L'enjeu sera d'établir un état des lieux à l'échelle nationale sur la question des activités concernant l'utilisation du diagnostic prénatal et du diagnostic préimplantatoire dans le cadre des surdités d'origine génétique. Il permettra de proposer des pistes de réflexion sur l'évolution de leur utilisation dans le contexte juridique et r glementaire actuel mais aussi d'un point de vue  thique.

Bibliographie

AZRIA, E. ; GRANGÉ, G. 2007. « Le diagnostic préimplantatoire », *Laennec*, 3, p. 34-41.

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE. 2021. Chapitre I^{er} (articles L2131-1   L2131-5), « Diagnostics anténataux : diagnostic prénatal et diagnostic préimplantatoire ».

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE. 2021. Chapitre III (articles L2231-1   L2231-5), « Interruption de grossesse pratiqu e pour motif médical ».

DEKEUWER, C. 2017. « La place de l'intérêt de l'enfant dans le recours au diagnostic prénatal et au diagnostic préimplantatoire », *Spirale*, 4, p. 101-112.

DENOYELLE, F. ; MARLIN, S. ; WEIL, D. et coll. 1999. « Clinical features of the prevalent form of childhood deafness, DFNB1, due to a connexin-26 gene defect: Implications for genetic counselling », *The Lancet*, 353(9161), p. 1298-1303.

GARABEDIAN, E.N. ; LOUNDON, N. 2010. « L'implant cochléaire chez l'enfant », *E-mémoires de l'Académie nationale de chirurgie*, 9, p. 47-51.

GETTELFINGER, J.D. ; DAHL, J.P. 2018. « Syndromic hearing loss: A brief review of common presentations and genetics », *Journal of Pediatric Genetics*, 7(1), p. 1-8.

GORINCOUR, G. 2013. « La naissance du diagnostic prénatal », *Spirale*, 66, p. 143-154.

KATZ-BENICHO, G. 2006. « Le tamisage des naissances », *Cités*, 4, p. 83-94.

LE COZ, P. 2010. « Le diagnostic préimplantatoire va-t-il améliorer l'espèce humaine ? », *La pensée de midi*, 30, p. 51-57.

Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Article 93-3.

LUZ, R. ; GEORGE, A. ; VIEUX, R. ; SPITZ, E. 2016. « État psychologique des futurs parents après le diagnostic prénatal d'une pathologie fœtale », *Annales médico-psychologiques*, 175, p. 710-717.

MEHL, D. 2001. « Le diagnostic anténatal dans le débat public », dans Dossier actualité. Face à la mort périnatale et au deuil : d'autres enjeux, *Espace éthique*.

ORPHANET, <https://www.orpha.net/consor/cgi-bin/index.php?lng=FR>

SCHULTZ, J.M. ; BHATTI, R. ; MADEO A.C. et coll. 2011. « Allelic hierarchy of CDH23 mutations causing non-syndromic deafness DFNB12 or Usher syndrome USH1D in compound heterozygotes », *Journal of Medical Genetics*, 48, p. 767-775.

STARACI, S. ; SCHAERER, E. ; DURR, A. ; GARGIULO, M. 2016. « Le choix du diagnostic préimplantatoire : un attracteur de l'ambivalence du désir d'enfant dans les maladies génétiques à révélation tardive », *Spirale*, 4, p. 94-100.